

pour imposer au peuple de ce pays ce bill néfaste de la conscription, pensant qu'il serait très populaire, que tout le pays l'accepterait et que cela permettrait la formation d'un gouvernement de coalition. On a voulu faire avaler cette pilule au peuple de ce pays. Ce sont toujours ces mêmes personnes, ces mêmes individus que l'on voit dans les coulisses. Mackenzie et Mann sont là, entourant les politiciens, faisant des victimes un peu partout, chez les bleus, chez les rouges.

Que s'est-il passé dans la Colombie-Anglaise? Sir William Mackenzie, là comme ailleurs, y a fait des victimes. Sa manière d'agir est bien connue. En temps d'élections, il fait remettre quelques milliers de piastres à un parti politique et en donne dix fois plus à l'autre parti. Quand il veut faire sauter un homme politique, il lui fait verser, par une de ses créatures, dix ou quinze mille piastres, afin d'en faire son esclave et si plus tard cet homme ne marche pas à sa guise, il n'hésite pas à le dénoncer. Je proteste avec la plus grande énergie contre la manière d'agir du Gouvernement vis-à-vis de Mackenzie et Mann.

Le ministre des Finances voudrait-il me dire, lui qui assistait à cette réunion de Toronto, durant la campagne de 1911, si ce n'est pas le même Mackenzie qui, là et alors, disait aux bleus et aux rouges qui étaient contre la réciprocité: Tirez sur moi afin de battre Laurier. N'allez pas croire qu'il offrait son propre argent, non, c'était l'argent qu'il avait obtenu du Gouvernement du Canada.

C'est ainsi que l'on traite le peuple, mais malheur à ceux qui couchent avec les ministres.

Oui, c'est ainsi que nous sommes traités dans ce pays, mais j'espère que le temps n'est pas éloigné où le peuple jugera ceux qui sont, tout le temps, menés par la main de ces messieurs.

Je disais tout à l'heure que la clause était bien claire. En effet, d'après le contrat passé entre le Gouvernement et Mackenzie et Mann, s'ils ne remplissent pas leurs obligations, le Gouvernement a le droit de leur dire: Halte là! Qu'est-ce qui empêche le Gouvernement de mettre ces messieurs en faillite? Il serait à désirer que ce chemin de fer fût mis sous séquestre; là, nous verrions la situation des provinces qui ont endetté leur crédit pour faire des chemins de fer dans leur propre territoire. La Colombie-Britannique a garanti des bons pour \$47,000,000; l'Ontario pour \$7,000,000 et au delà, la Saskatchewan pour \$18,000,000; l'Alberta pour \$35,000,000 et le Manitoba pour \$24,000,000.

[M. Lanctot.]

Nous, de la province de Québec, qui allons être appelés, comme tous les autres, à payer notre part, nous n'avons rien eu de Mackenzie et Mann. Heureusement que nous avons un premier ministre à Québec qui a renvoyé loin de lui ces messieurs, il n'a pas voulu se laisser approcher, il n'a pas couché avec M. Mackenzie et je l'en félicite. Cependant, nous serons appelés, nous, de Québec, à payer notre part pour ces scandales dans la Colombie-Anglaise.

Le Nord-Canadien avait-il besoin de pousser sa ligne jusqu'à l'océan pacifique? Non, il n'avait nullement besoin de faire cela, si ce n'est que c'était pour servir les intérêts des politiciens de la Colombie-Anglaise, afin de permettre à ces individus, quand les élections viendraient, d'avoir des fonds pour ces élections et de balayer le parti au pouvoir comme la chose s'est faite dans la Colombie-Anglaise; mais le peuple, un peu plus tard, parfaitement éclairé, a chassé ce parti du pouvoir.

Je proteste encore une fois contre ce Gouvernement qui va nous amener une politique telle que nous, de la province de Québec, serons appelés à payer notre part comme tous les autres; je proteste avec toute l'énergie dont je suis capable contre cet état de choses.

Je dis donc, sur cette question de chemins de fer, en autant que je suis concerné, que je ne voudrais pas que l'Etat administre nos chemins de fer. Je connais trop le caractère des politiciens et je sais trop que le peuple peut être trompé assez souvent par les politiciens. D'ailleurs, administrés par un Gouvernement qui ne pense pas à autre chose que le patronage, comment voulez-vous que ça marche bien?

Je crois sincèrement qu'un jour viendra, qui n'est pas très éloigné, où le Gouvernement du Canada devra régler, en tout ou en partie, ces affaires de chemins de fer et se débarrasser de ces individus, mais je voudrais, en retour, que ces mêmes chemins de fer, qui sont pour le bénéfice du pays après tout, soient administrés par des compagnies privées, tel que le Pacifique-Canadien l'est.

Pensez-vous, monsieur le président, que si le Pacifique-Canadien était tombé entre les mains de Mackenzie et Mann, il serait aussi prospère qu'il l'est aujourd'hui? Non. Il est en d'autres mains; il est entre les mains d'un homme, qui s'appelle lord Shaughnessy, un administrateur hors ligne, qui a gagné le patronage sur ce chemin de fer et qui n'emploie pas trois hommes pour un.

Nous avons l'Intercolonial qui n'a jamais payé le pays depuis qu'il est au Gouvernement. Je dis que nous en avons assez; je